

DURE EXPÉRIENCE DÉMOCRATIQUE

Tunisie :

L'euphorie et puis après

Il y aura bientôt un an, la révolution tunisienne libérait le pays d'un tyran et déclenchait la vague du « printemps arabe ». Dix mois plus tard, le résultat des élections n'a pas enchanté tout le monde. Et, dans les rues de Tunis, on commence à évaluer le prix de la liberté.



KIOSQUE IMPROVISÉ.

Les Tunisiens se ruent sur une presse devenue démocratique.

Blocage rue Doolittle, du côté du parc du Belvédère à Tunis: des voitures ont surgi en même temps des deux bouts de la rue et se font face. « Normalement, c'est sans unique, explique un riverain. Mais voilà: depuis la révolution, les automobilistes l'ont oublié... » À Tunis, les piétons gagnent à être prudents: depuis le 14 janvier 2011, les feux rouges n'ont, eux aussi, plus qu'une valeur très relative. Tout comme les pauvres policiers qui sifflent à tout va au milieu des carrefours: images de l'ancien régime, les conducteurs ont plutôt envie de faire le contraire de ce qu'ils intiment. C'est ça, la première impression d'air de liberté qui plane sur la capitale tunisienne: des gens qui osent, qui s'arrogent le droit de faire ce qui n'était pas permis avant. Des promeneurs qui se précipitent

sur les kiosques à journaux, où l'on achète désormais une presse qui n'est plus à la botte du régime. Des gens assis aux terrasses, discutant autour d'un café.

CALME MAIS

Seul signe d'une tension possible: dans le centre, à l'entrée de la Kasbah, des chevaux de frise empêchent toujours un accès à la bien nommée place du gouvernement. Il y a quelques mois, c'est d'ici que sont parties les manifestations. On veille donc au calme. À la mi-novembre, il n'y avait qu'à quelques centaines de mètres de là, près du palais de Justice, que la colère grondait encore, lorsqu'un procès concernait les suites de la révolution. Par exemple, les plaintes déposées par des proches de Ben

Ali, refusant que leurs biens soient nationalisés parce que mal acquis. Ou quand les avocats des milieux islamistes demandent la condamnation du directeur d'une chaîne de télévision privée qui a osé diffuser, à une heure de grande écoute, le film de Marjane Satrapi *Persépolis*, Palme d'Or à Cannes en 2007. Un film qui met en cause un islam radical et n'hésite pas à représenter le prophète par l'image.

PAS DE TABLE RASE

Le tollé suscité par cette diffusion montre bien qu'une révolution ne balaie pas tout un passé, mais une partie seulement: celle qui faisait mal, qu'on ne supportait plus, et à qui on a dit « *Dégage!* ». « *La révolution a reposé sur trois éléments*, explique

ce membre d'une représentation belge en Tunisie: *un déséquilibre régional de plus en plus criant. La révolte des patrons contre le côté de plus en plus mafieux du système Ben Ali. Et le ras-le-bol des grands bourgeois qui ont incité leurs fils à créer des blogs contestataires sur internet.*»

Mais une révolution ne met pas au rancart une culture religieuse séculaire constituant, en Tunisie comme ailleurs dans le monde arabe, un des ferments de la Nation.

Comme l'a confirmé le résultat des élections du 23 octobre, il y a ainsi une Tunisie ouverte, «progressiste» au niveau des idées, pour qui il ne faut pas confondre gouvernement et religion. Cette Tunisie-là prône la laïcisation de l'État et la privatisation de la sphère religieuse. Il y a aussi dans le paysage politique de nombreux «indépendants» dont on ne connaît l'origine. Mais dont il y a fort à parier qu'ils proviennent des «cellules dormantes» du parti de l'ex-dictateur. Et il y a surtout une Tunisie profonde qui s'est naturellement retrouvée dans les idées (et les promesses mirobolantes) émises par le parti islamiste Ennahdah. Un parti qui n'a pas obtenu la majorité absolue, mais n'en est pas loin.

UN CERTAIN ISLAM(ISME)

Ennahdah défend officiellement un islam modéré. Mais ses prises de position, dès le lendemain des élections, ont commencé à donner froid dans le dos.

Célébrant sa victoire, son chef, Rached Ghannouchi, n'a ainsi pas hésité à inviter à la fête, des représentants du Hamas palestinien. Le lendemain, son secrétaire général annonçait pour bientôt l'avènement en Tunisie du «sixième califat», faisant explicitement référence au retour d'un gouvernement islamiste pur et dur. Et ce alors que, quinze jours plus tôt, le même Ghannouchi déclarait que la religion serait absente de la future constitution du pays...

Même s'il doit gouverner en coalition, et théoriquement pour un an avant de nouvelles élections, les ukases d'Ennahdah suscitent des craintes. Des personnages publics ont ainsi déjà réappris à être prudents. Entre amis, on évite par exemple de se laisser photographier à table à côté d'un verre de bière ou de vin. Ou en compagnie de trop de jolies filles. Car «on ne sait jamais». Déjà, sur facebook, certains ont été calomniés de la sorte. La rumeur d'un contrôle de l'espace social par les islamistes ne cesse d'amplifier. Début novembre, Ennahdah a dû rassurer les tour-operators qu'on servirait toujours de l'alcool dans les hôtels. Une tentative de ne pas faire fuir davantage les vacanciers occidentaux, bien hésitants cet hiver à faire un tour par Hammamet ou Djerba où de nombreux hôtels cinq étoiles ont déjà dû fermer leurs portes.

Un mois plus tard, le coup de force d'étudiants ultra-radicaux salafistes, exigeant salles de prière, non mixité des cours et obligation pour les filles de porter le niqab, a renforcé les craintes. Ceux-ci n'ont en effet pas hésité à séquestrer le doyen de la Faculté des Lettres pour obtenir gain de cause. En vain. Pour l'instant...

IMPRÉVISIBLES ?

«Ce qui est incroyable, c'est qu'on ne les a pas vus venir», commente un intellectuel tunisien. «Ce n'est pas vrai», répond un autre. *On sentait que quelque chose se dessinait dans ce sens. Le jour des élections, sur le terrain, c'était très clair.*» Dans les villages, dans les files devant les bureaux de vote, le numéro de la liste islamiste passait de bouche à oreille... En débriefant la situation, les spécialistes tunisiens relèvent que, dès le début, ce parti était particulièrement bien organisé. Sans doute parce qu'il bénéficie du «réseau des mosquées». Chaque vendredi, lors de la prière, certains imams ne se privent en effet pas de faire la promotion de la liste islamiste...

Ennahdah a aussi été regardée avec plus que bienveillance par la chaîne arabe Al Jazeera. «Or, cette télévision est considérée comme une chaîne nationale par la majorité des Tunisiens», explique Saloua Charfi, professeure de l'Université de Tunis qui eut maille à partir avec l'ancien régime. Mais elle ajoute: «Nous avons peur des islamistes parce que leur discours est réactionnaire. Mais le discours de Ben Ali était, lui aussi, très réactionnaire!»

LIBRES QUAND MÊME

Malgré ces débordements, les Tunisiens apprécient plus que tout la liberté dont ils disposent depuis près d'un an. L'enthousiasme qui a entouré les élections d'octobre en témoigne, tout comme le sérieux avec lequel le processus démocratique a été mis en place, encadré, contrôlé, pour éviter tout dérapage. Membre de l'ISIE, l'Instance supérieure indépendante qui a supervisé le scrutin, Larbi Chouikha est politologue et militant de la Ligue des droits de l'homme. Il se réjouit de la maturité dont ont fait preuve ses compatriotes. Et il espère que ces mécanismes de contrôle démocratique pourront continuer à fonctionner dans le futur. Début décembre, des manifestants campaient toujours devant le palais du Bardo, où siège la Constituante, afin de réclamer la fin des menaces islamistes sur la démocratie. Assurément, en Tunisie, la liberté est une richesse qui vaut son pesant d'or...